



À qui appartiennent les céréales expédiées d'Ukraine? Les géants américains de l'agroalimentaire OGM prennent le contrôle des terres agricoles en Ukraine

Par [E. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 27 août 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Le grand tumulte humanitaire de ces dernières semaines, exigeant l'expédition en toute sécurité de céréales ukrainiennes pour soulager la crise de la faim en Afrique et ailleurs, est trompeur à bien des égards. Il s'agit notamment de savoir à qui appartient la terre sur laquelle les céréales sont cultivées et si ces céréales sont en fait du maïs et d'autres céréales brevetées OGM illégales. Le régime corrompu de Zelensky a discrètement conclu des accords avec les principales entreprises agroalimentaires OGM de l'Ouest, qui ont pris furtivement le contrôle de certaines des terres agricoles « terres noires » les plus productives du monde.

Le coup d'État de la CIA de 2014

En février 2014, un coup d'État soutenu par le gouvernement des États-Unis a contraint le président élu de l'Ukraine à fuir en Russie pour sauver sa vie. En décembre 2013, le président Viktor Ianoukovitch avait annoncé, après des mois de débats, que l'Ukraine rejoindrait l'Union économique eurasiatique russe sur la promesse d'un rachat par la Russie de 15 milliards de dollars de la dette publique ukrainienne et d'une réduction de 33% du coût du gaz russe importé.

L'offre concurrente consistait en un dérisoire « statut de membre associé » de l'UE, lié à l'acceptation par l'Ukraine d'un ensemble de prêts draconiens du FMI et de la Banque mondiale qui imposeraient la privatisation des précieuses terres agricoles ukrainiennes, autoriseraient la plantation de cultures OGM et imposeraient de sévères réductions des retraites et une austérité sociale. En échange d'un prêt de 17 milliards de dollars du FMI, l'Ukraine devrait également augmenter l'impôt sur le revenu des personnes physiques de 66% et payer 50% de plus pour le gaz naturel. Les travailleurs devraient travailler dix ans de plus pour obtenir une pension. L'objectif était d'ouvrir l'Ukraine aux « investissements étrangers ». L'habituel viol de l'économie par le FMI au nom des intérêts des entreprises mondialistes.

L'une des principales dispositions des exigences des États-Unis et du FMI à l'égard du gouvernement post-coup d'État du Premier ministre Arseni Iatseniouk, choisi par les États-Unis et leader des manifestations du Maïdan contre Ianoukovitch, soutenues par la CIA, était

d'ouvrir enfin les riches terres agricoles de l'Ukraine aux géants étrangers de l'agro-industrie, surtout aux géants des OGM, dont Monsanto et DuPont. Trois des membres du cabinet de Iatseniouk, dont les ministres clés des Finances et de l'Économie, étaient des ressortissants étrangers, sous la dictée de Victoria Nuland, du département d'État, et de Joe Biden, alors vice-président. Les conditions de prêt du FMI imposées par Washington exigeaient que l'Ukraine revienne également sur son interdiction des cultures génétiquement modifiées et permette à des sociétés privées comme Monsanto de planter ses semences OGM et de pulvériser les champs avec le Roundup de Monsanto.

Depuis que l'Ukraine a déclaré son indépendance de l'Union soviétique en 1991, le maintien du contrôle des précieuses « terres noires » de l'Ukraine est l'un des sujets les plus brûlants de la politique nationale. Des sondages récents montrent que 79% des Ukrainiens souhaitent conserver le contrôle de leurs terres contre toute mainmise étrangère. L'Ukraine, comme le sud de la Russie, abrite de précieuses terres noires ou tchernozyms, un sol sombre et riche en humus, très productif et nécessitant peu d'engrais artificiels.

Moratoire de 2001

Une loi ukrainienne de 2001 a imposé un moratoire sur la vente privée de terres agricoles à de grandes entreprises ou à des investisseurs étrangers. Ce moratoire visait à empêcher les oligarques ukrainiens corrompus de racheter les riches terres agricoles et de les louer à des entreprises agroalimentaires étrangères. À cette époque, Monsanto et d'autres entreprises agroalimentaires occidentales avaient fait des percées importantes en Ukraine.

Lorsque l'Ukraine a quitté l'Union soviétique en 1991, les agriculteurs qui avaient travaillé dans les fermes collectives soviétiques ont reçu chacun une petite parcelle de terre. Pour empêcher la vente de ces parcelles à des entreprises agroalimentaires étrangères affamées, le moratoire de 2001 a été voté. Sept millions d'agriculteurs ukrainiens possédaient des petites parcelles totalisant quelque 79 millions d'acres. Les 10 millions d'hectares restants appartenaient à l'État. La culture d'OGM était strictement illégale.

Malgré le moratoire, Monsanto, DuPont, Cargill et d'autres fournisseurs occidentaux d'OGM ont commencé à répandre secrètement et illégalement leurs semences OGM brevetées dans les terres noires d'Ukraine. De petits propriétaires terriens louaient leurs terres à de grands oligarques ukrainiens qui, à leur tour, concluaient des accords secrets avec Monsanto et d'autres pour planter du maïs et du soja OGM. Fin 2016, selon un rapport du département étasunien de l'Agriculture aujourd'hui supprimé, environ 80% du soja ukrainien et 10% du maïs étaient cultivés illégalement à partir de semences génétiquement modifiées. La loi Zelensky 2021 a permis d'élargir considérablement cette porte ouverte aux OGM.

Le comédien entre en scène

En mai 2019, Volodymyr Zelensky, un humoriste de la télévision ukrainienne, protégé de l'oligarque ukrainien notoirement corrompu, Ihor Kolomoïsky, a été élu président lors d'une tragique révolte populaire « contre la corruption du gouvernement ». L'un des premiers actes de Zelensky en 2019 a été d'essayer d'annuler le moratoire sur les terres de 2001. Les agriculteurs et les citoyens ont organisé d'énormes manifestations tout au long de 2020 pour bloquer les changements proposés par Zelensky.

Enfin, profitant des restrictions et de l'interdiction des manifestations publiques, Zelensky a

signé en mai 2021 le projet de loi n° 2194, déréglementant les terres, qu'il a qualifié de « clé » du « marché des terres agricoles ». Il avait raison. Dans un geste sournois pour calmer l'opposition des agriculteurs, Zelensky a affirmé que la nouvelle loi permettait uniquement aux citoyens ukrainiens d'acheter ou de vendre les précieuses terres agricoles au cours des premières années. Il n'a pas mentionné l'énorme échappatoire permettant aux entreprises étrangères comme Monsanto (qui fait aujourd'hui partie de Bayer AG) ou DuPont (maintenant Corteva), ou d'autres entreprises qui opèrent en Ukraine depuis plus de trois ans, d'acheter également les terres souhaitées.

La loi de 2021 a également donné la propriété aux gouvernements municipaux et villageois notoirement corrompus qui peuvent changer la destination des terres. Après janvier 2024, les citoyens ukrainiens ainsi que les sociétés pourront acheter jusqu'à 10 000 hectares de terres. Et un amendement d'avril 2021 à la loi sur le marché foncier - « Sur les amendements au code foncier de l'Ukraine et d'autres actes législatifs concernant l'amélioration du système de gestion et la déréglementation dans le domaine des relations foncières » - a ouvert une autre énorme brèche pour que l'agrobusiness étranger prenne le contrôle de la riche terre noire de l'Ukraine. L'amendement contourne l'interdiction de la vente de terres aux étrangers en changeant la destination de la terre, par exemple de terre cultivée à terre commerciale. Elles peuvent alors être vendues à n'importe qui, y compris à des étrangers qui peuvent à leur tour les réaffecter en terres agricoles. Zelensky a signé le projet de loi et est revenu sur sa promesse de campagne d'organiser un référendum national sur tout changement de propriété foncière.

S'il subsiste le moindre doute quant à l'intérêt de l'agro-industrie étasunienne liée aux OGM à s'emparer des terres agricoles de premier choix en Ukraine, un coup d'œil au conseil d'administration actuel du US-Ukraine Business Council est instructif. On y trouve le plus grand géant privé de l'industrie céréalière et agroalimentaire du monde, Cargill. Il comprend Monsanto/Bayer, propriétaire de semences OGM brevetées et du pesticide mortel Roundup. Il inclut Corteva, l'énorme fusion OGM de DuPont et Dow Chemicals. Il comprend également les géants du cartel des céréales Bunge et Louis Dreyfus. Il inclut le grand fabricant d'équipements agricoles John Deere.

Ce sont ces puissantes sociétés agroalimentaires qui seraient à l'origine de la trahison de la promesse électorale de Zelensky. Alors que Bayer/Monsanto, Corteva et Cargill contrôlent déjà, selon les rapports, 16,7 millions d'hectares de terres agricoles de premier choix en Ukraine, et avec un pot-de-vin de facto du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement de Zelensky a cédé et s'est vendu. Le résultat sera très mauvais pour l'avenir de ce qui était jusqu'à récemment le « grenier de l'Europe ». L'Ukraine étant désormais mise à mal par les entreprises du cartel des OGM, il ne reste plus que la Russie, qui a interdit les cultures OGM en 2016, comme seul grand fournisseur mondial de céréales sans OGM. L'UE travaillerait sur une nouvelle loi qui annulerait le processus d'approbation critique établi de longue date pour les cultures OGM et ouvrirait les vannes là-bas à la prise de contrôle des OGM.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



Whose Grain Is Being Shipped from Ukraine? America's GMO Agribusiness Giants to Take Control of Ukraine Farmland, le 19 août 2022.

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : **[F. William Engdahl](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca